

INVITES

J. CHIRAC

17 SEP. 1990

Q: La France devait-elle répondre aussi massivement à la violation de la résidence de l'ambassadeur Français au Koweït ?

- "Il y a le principe et les modalités d'application. Il n'est pas acceptable que le droit international soit violé et la communauté internationale doit le faire respecter. Le viol des ambassades et notamment de l'ambassade de France, ce n'était pas la seule, doit être vigoureusement condamné. A partir de là des mesures devaient être prises. La France a décidé, M. MITTERRAND a décidé de prendre des mesures. Il ne m'appartient pas et je n'ai pas les moyens de juger du détail de leurs modalités d'application mais j'en approuve le principe."

Q: Mais ce n'est pas une réponse excessive par rapport à l'événement ?

- "C'est une réponse qui me paraît effectivement appropriée."

Q: A force d'envoyer des troupes, ne va-t-on pas finir par s'en servir ?

- "Je souhaite que non parce que la guerre est toujours la plus mauvaise des solutions. Elle comporte les conséquences humaines que l'on sait et dans le cas précis, ces conséquences pourraient être lourdes pour tout le monde, je veux dire en terme de morts, de blessés. Elle est toujours incertaines quand à ses conséquences, notamment sur le plan politique et en particulier dans une opinion arabe qui a très vite tendance à se sentir humiliée dès qu'il y a intervention de l'extérieur, quelles que soient les justifications de l'intervention et enfin, des conséquences économiques. Tout à l'heure M. S. JULY parlait du choc pétrolier, il n'y a pas encore de choc pétrolier. L'augmentation du pétrole n'est pas un choc. Elle est modérée mais s'il y a guerre, il peut y avoir un choc pétrolier grave avec des conséquences considérables sur l'économie des pays en voie de développement des pays de l'Est Européen et naturellement des pays industrialisés."

Q: Mais si l'embargo devait durer 6 mois, les démocraties occidentales n'en subiraient-elles pas le choc et s'il échoue, est ce qu'il faut exclure toute action militaire ?

- "Je pense que le blocus est une réponse appropriée. Quel est notre objectif ? Obtenir le respect du droit international c'est à dire le retrait des forces Irakiennes du Koweït et une solution pour l'avenir de ce pays. Et d'autre part la libération de tous les otages."

Q: Mais S. HUSSEIN ne fait aucun signe, il ne cède pas. Si l'embargo échoue, est-ce qu'il faut exclure l'opération militaire ?

- "Je ne veux et ne peux pas répondre à cette question. Je crois que dans l'état actuel des choses, la carte qui doit être jouée par la communauté internationale est celle d'un blocus donnant aux Irakiens à réfléchir sur les conséquences de leur comportement. Et je pense que le blocus-embargo peut effectivement réussir."

Q: Vous croyez que le président de la République joue bien dans cette affaire?

- "J'ai eu l'occasion de dire que d'une part et notamment au début, il y avait eu une surprise mal maîtrisée de la part du président de la République mais lorsqu'il y a une crise grave et ç'en est une, la polémique devait être exclue, que l'on devait privilégier sauf en cas d'erreur grave de la part de leurs autorités, ce qui rassemble les Français."

Q: Mais au delà de la polémique ?

- "Les forces françaises qui sont parties dans le Golfe vont être confrontées à des difficultés, à des problèmes, peut-être à des dangers. Nous avons simplement voulu dire que nous leur faisons confiance. D'autre part nous avons également rendu hommage au comportement actuel de nos otages. C'est quelque chose à quoi je pense énormément actuellement."

Q: Vous pensez qu'il faut une structure de défense pour l'Europe lorsqu'elle aura fait son union politique ?

- "Une force militaire je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que l'Europe ne peut pas rester dans la situation d'être l'un des centres les plus riches, les plus évolués, les plus importants du monde et ne pas avoir une politique de défense cohérente et coordonnée. Il faut qu'il y ait une politique des moyens européens de défense. C'est pourquoi j'ai toujours défendu l'idée que l'union de l'Europe occidentale qui comprends un nombre déjà important et qui peut s'élargir de pays européens devait être la structure qui permettrait de créer véritablement à la fois ses moyens et cet esprit de défense européen. L'Europe doit avoir les moyens de sa défense. Elle ne les a pas aujourd'hui."

Q: La France doit-elle garder son autonomie dans la crise du Golfe ?

- "La France doit toujours garder son autonomie."

Q: C'est le cas ?

- "C'est actuellement le cas même si l'exercice est difficile car il faut bien reconnaître que les moyens et notamment nos moyens aéronavals sont dans une situation qui peut permettre de poser cette question mais la France doit avoir pour objectif de conserver son autonomie."

Q: Vous avez dit avoir appris la démission de J. MEDECIN avec tristesse, qu'est ce qui explique ceci ?

- "Je connais J. MEDECIN depuis longtemps. J'ai des liens d'amitié avec lui. Je l'ai encore rencontré il y a une dizaine de jours parce que je passais à Nice. Il ne m'a fait aucune confiance. Je l'avais trouvé un peu découragé. Ceci étant c'est sa décision et je n'ai pas de commentaire à faire."

Q: A votre avis c'est une affaire de justice ou une affaire politique ?

- "La justice étant saisie je n'ai pas à faire de commentaire."

Q: Que va faire l'opposition sur le plan politique pour la municipalité de Nice?

- "Il appartient aux responsables de l'opposition à Nice de prendre leurs responsabilités à Nice. Ils sont tout à fait en mesure de le faire. Quand à des alliances, vous savez parfaitement quelle est la position du RPR et de l'UDF. Elle exclut toute alliance avec le FN."

Q: Concernant les problèmes que l'on rencontre actuellement avec les agriculteurs, à qui la faute ?

- "C'est une double faute. Les agriculteurs sont victimes d'un double phénomène. La sécheresse et là le gouvernement n'a pas fait ce qu'il devait faire. Ce que nous avons fait en 76 par exemple c'est à dire des indemnisations, la solidarité nationale rapide et efficace. Et deuxièmement ils sont victimes d'un effondrement des cours notamment dans le domaine de la viande, en particulier le boeuf, le mouton et cela est dû pour l'essentiel à la faute de la commission des communautés européennes c'est à dire de Bruxelles qui n'a pas su gérer les marchés mais qui les a ouverts notamment de façon tout à fait désordonnée aux importations des pays de l'Est. Au total, c'est un effondrement des revenus, une mise en cause grave de notre agriculture qui est une carte majeure de l'avenir économique de notre pays et un moyen essentiel de nous procurer des devises."

Q: On a mis en cause le crédit agricole...

- "Permettez moi de vous dire que ceux qui l'on mis ainsi en cause sont de mauvaise foi, cherchent des boucs émissaires pour masquer leur propre responsabilités."

Q: Est ce que le crédit agricole devrait aider davantage et mieux les agriculteurs?

- "On peut toujours aider, il faut les aider mais pour le moment c'est au gouvernement et à la communauté d'aider les agriculteurs, d'éviter l'effondrement de leurs revenus. Que penseriez-vous si vous aviez dans les mois qui viennent de se passer perdu 20 ou 25 % de votre revenu, vous seriez probablement de mauvaise humeur. Je vois des manifestations très vives qui sont faites de la part d'autres catégories sociales parce qu'on n'augmente pas suffisamment leur revenu. Pour les agriculteurs c'est une perte importante à la fois de revenu et d'espoir et par conséquent il faut aussi comprendre qu'il appartient au gouvernement qui a une culpabilité considérable dans ce domaine de prendre les mesures qui s'imposent. Il ne le fait pas parce que l'agriculture ne l'intéresse pas."

Q: Si l'embargo dure 6 mois, est ce qu'il faut ajuster davantage la politique économique de la France ?

- "De la politique économique de la France serait exigé une augmentation massive du prix du pétrole. Ce n'est pas le cas. L'augmentation du pétrole n'a pas aujourd'hui de conséquences graves. Ce n'est pas un choc pétrolier. Passer de 15 à 25 \$ n'est pas un choc pétrolier."

Q: Il n'y a pas de raison de se serrer un peu la ceinture ?

- "Si, il y a bien des raisons de le faire mais ces raisons ne tiennent pas à la crise du Golfe. Elles tiennent à la politique qui a été conduite depuis deux ans par les socialistes qui ont mangé notre blé en herbe, qui n'ont pas su adapter la France au besoin de l'entrée dans la

grande Europe qui supposait une diminution des charges qui pèsent sur les entreprises et sur les travailleurs pour les mettre au même niveau que nos voisins, ce qui explique que nous ayons un chômage qui reste important. Donc c'est une autre politique que nous voulons, je ne crois pas que la politique socialiste soit amendable. Il faut surtout la changer."

Q: Vous voulez dire que BEREGOVY et M. ROCARD devraient dire "merci S. HUSSEIN." ?

- "Je ne vois pas en quoi ils peuvent dire cela. Ils devraient surtout faire une autre politique pour la France mais ils ne sont pas capables de le faire. Ce n'est pas dans leur conception des choses et je souhaite que très rapidement que l'Union Pour la France puisse à l'issue des prochaines élections prendre à son tour la responsabilité des choses."

Q: On a vu la naissance de l'Union Pour la France. Est-ce que chaque fois vous partagerez la lecture du communiqué final avec M. GISCARD D'ESTAING?

- "Ne confondons pas la forme et le fond. Nous verrons comment nous procéderons. En réalité nous mettrons en place des portes-paroles qui donneront connaissance des décisions de notre bureau politique."

(Invité de J-P Elkabbach E1 - 08H20)

Chirac : « Je n'ai pas bougé d'un iota »

Interview :

Florence Muracciolo

OUI OU NON, Jacques Chirac a-t-il changé de position sur le Golfe ? Tout au long de la semaine, les propos du président du RPR devant ses députés ont été commentés. Après un discours très virulent contre le gouvernement Rocard aux états généraux de l'opposition il a fait, hier, le point pour le JDD.

« Je n'ai absolument pas changé d'avis. Je n'ai pas bougé d'un iota dans ma position. Dans un premier temps, j'ai observé avec une certaine perplexité les hésitations du gouvernement français et je me suis tu en attendant de voir les positions qu'il prendrait. La France s'est prononcée clairement pour une stratégie de blocus décidée par l'ONU et elle a contribué à cette stratégie par l'envoi de ses forces. J'ai approuvé et j'approuve toujours cette stratégie et ces décisions.

Ensuite, il y a eu le viol de la résidence de notre ambassadeur à Koweït.

Une réaction immédiate et forte s'imposait. Elle a été décidée et la France a envoyé dans le Golfe des troupes terrestres. J'ai approuvé et j'approuve toujours cette réaction. Mais j'ai immédiatement posé une question, le jour même, au bureau politique de l'UPF à Saint Maximin. Puis quelques jours après, sur RTL, et à Carcassonne, lors de nos journées parlementaires. Je la repose aujourd'hui : quelles sont les missions données à nos forces de l'armée de terre ? Sous quel commandement sont-elles placées aujourd'hui ? Et, surtout, dans l'hypothèse d'une attaque de l'Irak par les Etats-Unis qu'en serait-il ?

Il s'agissait là de questions que je considère comme essentielles car nos intérêts ne sont pas obligatoirement les mêmes que ceux des Etats-Unis et que la France doit garder quoi qu'il arrive son indépendance et son libre arbitre. D'ailleurs, lors du dernier entretien que j'ai eu avec M. Mitterrand, celui-ci m'a indiqué clairement - et je l'ai approuvé - qu'il n'était pas question

pour la France de s'engager dans une guerre si l'ONU n'en prenait pas la décision et que les Etats-Unis en prenaient simplement l'initiative.

Je persiste donc à poser ces questions qui me semblent essentielles : l'envoi de nos troupes terrestres s'inscrit-il dans une politique qui n'a pas changé ou indique-t-il en fait un changement de stratégie ? N'ayant obtenu aucune réponse à ces questions, j'ai demandé rendez-vous au président de la République.

— On a tout de même dit que vous aviez regretté la position prise en commun avec M. Giscard d'Estaing.

— On a appliqué le terme « regrets » à la déclaration commune que nous avons faite. Je pense que le malentendu était très simple : j'ai dit à plusieurs parlementaires que je regrettais la forme de cette intervention et que je pensais que cette manière de nous exprimer tous les deux à la télévision ensemble n'était pas une bonne méthode de communication. Nous l'avons fait sous le coup de l'émotion

et la pression des événements. Quelle n'a pas été ensuite ma stupéfaction de lire sous des plumes pas toujours bienveillantes que je regrettais la déclaration sur le fond ! C'est une interprétation scandaleuse. M. Valéry Giscard d'Estaing, avec qui j'en ai parlé, m'a indiqué qu'effectivement cette méthode de communication n'était pas des meilleures et qu'il ne fallait pas recommencer. D'où la désignation de nos deux porte-parole qui s'exprimeront chacun à leur tour.

— Vous semblez tout de même regretter l'envoi de forces terrestres en Arabie Saoudite.

— Je m'interroge. Quand on est dans l'opposition, on n'a pas les informations nécessaires et c'est normal. Le président n'a jamais dit qu'il changeait de stratégie, donc il doit avoir des raisons qui le conduisent à envoyer des forces terrestres alors qu'apparemment elles semblent indiquer un changement de stratégie qu'il n'a pas lui-même annoncé. Dans une situation aussi grave où la vie de nos soldats, de

nos otages est en cause, l'opposition doit pouvoir dire ce qu'elle pense. Et elle ne peut le faire, de façon responsable, en approuvant ou en critiquant, que si elle a les informations nécessaires.

— Mais le président, dans une logique de guerre, peut-il tout dire publiquement ?

— Le président de la République a dit clairement qu'en cas de guerre provoquée par les Etats-Unis et non cautionnée par l'ONU, la France ne participerait pas. C'est la seule position officielle que nous connaissions. Je dis simplement : comment cette affirmation est-elle compatible avec l'envoi de combattants sur ce qui pourrait devenir un front ? Je porterai un jugement le jour où je connaîtrai les réponses à ces questions. Ma position n'a pas changé. Je trouve inconvenant le procès d'intention que certains ont fait avec légèreté et avec parfois un peu de mauvaise foi sur la base de propos rapportés et qu'ils se sont bien gardés de vérifier. »